LA FOUR Miliepe

Fouriers Providers

Bulletin de liaison des Equipes Populaires, supplément à Contrastes n° 197. Mars-Auril 2020



VOUS L'AVEZ FAIT... OU PAS







Plus jamais comme avant

Notre quotidien est bouleversé. Par la tristesse de connaître des proches touchés par la maladie ou par la mort. Par l'angoisse de devoir soi-même faire face à la maladie. Par l'éloignement forcé de nos familles, de nos amis, de nos collègues. Par la perte de revenus déjà réelle ou annoncée. Par l'étroitesse de notre espace de vie entre quatre murs. Par la difficulté de devoir vivre 24h sur 24 avec un.e conjoint.e et/ou des enfants sans pouvoir changer d'air. Ou au contraire par la solitude encore plus pesante en cette période d'angoisse.

Heureusement, nous nous surprenons à ressentir de la joie de voir toutes les formes de solidarité qui se mettent en place, que ce soit entre voisins ou pour se mettre au service du personnel soignant. Et nous nous surprenons à rire grâce au légendaire sens de l'humour des Belges, si précieux dans ces moments-ci.

Le travail des Equipes Populaires est lui aussi bouleversé. Ce qui fait notre ADN: la vie des groupes, les rencontres formelles et informelles, les débats de société animés et si enrichissants... tout cela est momentanément à l'arrêt. (Voir en pages 15 et 16 la rubrique Vous ne l'avez PAS fait!). Mais nous ne nous tournons pas les pouces. En régions, nous nous inventons d'autres manières de rester en contact, de faire travailler nos méninges, de préparer l'Après-Corona. Rapidement, des initiatives de solidarité se sont mises en place pour soutenir les personnes qui souffrent le plus de cette situation: les mal-logés, les migrants, les travailleurs précaires...

Au niveau communautaire, nous avons réalisé pour la première fois en « 100% télétravail » les numéros de Contrastes et Fourmilière que vous tenez en mains. Nous clôturons les comptes, poursuivons la recherche participative sur les peurs, préparons le renouvellement des fonctions communautaires, répondons à toutes les sollicitations pour signer des prises de positions avec d'autres organisations (voir Contrastes). Notre campagne de sensibilisation sur les hôpitaux (eh oui, ça ne s'invente pas !) qui devait démarrer en mai, a été suspendue pour des raisons logistiques et surtout pour pouvoir ajuster le tir en fonction de l'actualité qui nous saute au visage : oui, un refinancement des soins de santé et de l'ensemble de la sécurité sociale sera plus que jamais indispensable.

Et puis, c'est notre avenir commun qui sera bouleversé dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, dans les prochaines années. Nous ne sommes pas devins. Chacun d'entre nous commence à se faire son opinion de ce que pourrait être l'Après. Toutes les hypothèses sont sur la table : du « Business as usual » à l'effondrement en passant par la révolution rouge-verte, plus rouge pour certains, plus verte pour d'autres. A la foudroyante rapidité avec laquelle notre système économique s'écroule, il faudra une réponse tout aussi rapide pour ne pas que la page soit tournée comme si rien ne s'était passé (le gouverneur de la BNB table déjà sur une reprise de croissance économique exponentielle en 2021 !). Il faut dès à présent crier haut et fort que nous voulons un autre avenir que celui que le néolibéralisme nous faisait subir : nous voulons vivre dans un monde juste, respirable, solidaire, et qui respecte les droits humains. Soyons-en toutes et tous acteurs à notre manière et selon nos moyens.

Monique Van Dieren

ш	3-5	Vous l'avez fait!	
A	6-11	En région	 > Verviers : Régulariser c'est humain et juste ! > Charleroi : Pression inacceptable sur les bénéficiaires de la GRAPA
\leq			> Sablière d'Arlon : Une nouvelle zone à défendre (ZAD)
\leq	12-14	Analyse	> Sortir du capitalisme Doux rêve ou nécessité ?
S	15-16	Vous ne l'avez PAS fait	

BRUXELLES

Housing Action Day

Malgré le confinement, le Housing Action Day a bel et bien eu lieu, ce 28 mars, mais sous une forme un peu différente... La quarantaine ne nous a pas arrêtés pour revendiquer le droit au logement ! Avec le Collectif 28 mars, nous nous sommes mobilisés pour le droit au logement. Surtout qu'en cette période de quarantaine, les situations de mal et de non-logement sont d'autant plus difficiles à vivre pour nombre de Bruxellois. Rester cloîtré dans un logement insalubre a de graves conséquences pour la santé physique et mentale. Et que dire des familles qui vivent dans un logement surpeuplé, avec pas assez d'espace pour que les enfants puissent faire leurs devoirs ? Et de celles qui voient leurs revenus diminuer, et ne vont plus pouvoir payer leur loyer déjà trop cher ? Toutes ces situations, nous les avons dénoncées virtuellement, en attendant de pouvoir reprendre l'espace public ! Alors rendez-vous post-confinement !



MALMEDY

« Les colibris du logement » sur les planches !



Après un an et demi de travail collectif autour de la thématique du logement à Malmedy, un groupe de 7 citoyens-actifs ont présenté un spectacle intitulé « Que serais-je sans toît ? » les 7 et 8 février au Malmundarium au centre de la ville. La richesse du groupe a permis la richesse du propos : les comédiens sont venus avec leurs différences parler de leurs difficultés à accéder à une habitation décente ! Malmedy, cité touristique nichée au bord de la Fagne... De l'extérieur, l'image de bien-vivre, mais caché sous les façades, le mal-être de devoir habiter dans des logements insalubres, humides, coûteux, non appropriés ! Voilà ce que dénonce ce spectacle via des saynètes où l'on voit des locataires déçus, un agent immobilier sans vergogne, des propriétaires malhonnêtes, une assistante sociale dévouée, des amis qui se serrent les coudes ! Après un

an et demi de travail, le public est venu soutenir cette démarche courageuse de personnes montant, pour la majorité d'entre elles, pour la 1ère fois sur une scène! Et ce fut un succès!

LIÈGE

Vnous, les hébergeurs de migrant.e.s

« Vnous » est un néologisme pour parler des citoyens belges qui hébergent des migrant.e.s en irrégularité administrative. C'est aussi l'intitulé du documentaire réalisé par Pierre Schonbrodt, journaliste au Centre d'Action Laïque, qui a suivi durant une année la plateforme citoyenne « Hesbaye Terre d'accueil » pour filmer ces élans de solidarité. Le film était au programme du MidiCiné du 13 mars. Delphine Verstraelen, hébergeuse de migrants et membre de l'asbl « L'Odyssée du monde », était présente pour enrichir le débat. Active à Barchon, l'asbl coordonne principalement deux activités: l'accueil dans les familles qui a généralement lieu le week-end et le relais de jour, accessible en journée et la semaine. Les migrants sont accueillis au presbytère de l'église de Barchon pour se reposer, se doucher, se nourrir ou encore y recevoir des soins. Si l'on souhaite se montrer solidaires sans toutefois héberger des personnes, les dons financiers ou matériels sont les bienvenus. Une liste des besoins peut être consultée sur le site de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. Par ailleurs,

l'année 2018 avait été marquée par le procès de 11 personnes poursuivies pour « trafic d'êtres humains et organisation criminelle » car elles hébergeaient des migrants. Bien que les personnes aient été acquittées, la volonté d'intimider les familles et de criminaliser ces élans de solidarité s'est fait ressentir aux quatre coins du Royaume. Nous pouvons donc nous montrer solidaires à condition de ne pas franchir l'exception humanitaire. Conduire un migrant à une frontière ou à une aire d'autoroute ne sera pas aussi toléré qu'héberger une personne, l'amener chez le médecin ou lui fournir une aide matérielle qui là sont des gestes à encourager.



VERVIERS

Un Forum des alternatives au capitalisme

Les Equipes Populaires de Verviers, en collaboration avec d'autres associations verviétoises¹ ont clôturé la venue du Musée du Capitalisme par une soirée dédiée aux alternatives à ce système. Ce forum était organisé le 20 février au Centre Touristique de la Laine et de la Mode



et a rassemblé plus de 70 personnes. Elles ont pu échanger sur des façons de s'alimenter, de se déplacer, de consommer, de s'informer, différentes de ce que nous propose le modèle capitaliste. En mode « speed dating », plusieurs intervenants de l'arrondissement de Verviers, ravis de pouvoir s'exprimer et partager leur démarche, ont parlé de leurs initiatives dans des domaines très variés tels que l'énergie (BocagEn, Covoit'stop), la culture (Club citoyen - Club de lecture en transition, Jecree1ecole), le fonctionnement collectif (Comité transparencia, the Green Youth), le travail (Croc'espace, Vervîcoop), la production (Histoire d'un grain, Invent'terre), le vivre ensemble (La Belle Diversité - projet

R.E.S.onances, Terreau urbain), la finance (le Val'heureux, le Pivot) et la consommation (Repair café, Donnerie de la MJ Récollets). Le souhait de reproduire de telles soirées a été émis par certains invités.

1. Article 27, Centre Culturel de Dison, Centre Culturel de Verviers, Ciep Verviers, CRVI, CTLM, JOC Verviers, Musée du Capitalisme asbl et Ville de Verviers.

SPONTIN

Merci Patron!

50 personnes pour notre deuxième Ciné-Débat organisé avec le CIEP (Centre d'Information et d'Education Populaire), le 20 février dernier, à Spontin, c'est beau le succès ! 50 personnes qui sont venues remercier leur Patron...! Cette boutade s'explique par le choix du documentaire « Merci, Patron » de François Ruffin (2016). Ce documentaire, à la fois drôle et touchant, dénonce avec force le cynisme et les dégâts d'un néolibéralisme au seul service des plus riches. Dans ce film, François Ruffin s'attaque à Bernard Arnault (deuxième fortune de France), directeur gé-



néral de LVMH, coupable selon lui d'avoir participé au démantèlement du tissu industriel du nord de la France en fermant et délocalisant des usines textiles. Ainsi, pour Jocelyne et Serge Klur, rien ne va plus : leur usine fabriquait des costumes Kenzo, à Poix-du-Nord, près de Valenciennes, mais elle a été délocalisée en Pologne. Voilà le couple au chômage, criblé de dettes, risquant désormais de perdre sa maison. C'est alors que François Ruffin, fondateur du journal Fakir, frappe à leur porte... David pourra-t-il l'emporter contre un Goliath milliardaire ? Si vous voulez le savoir, il n'y a plus qu'à voir ce documentaire. La suite fut un débat avec Bruno Bauraind du GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative) autour du thème : «Comment reprendre le pouvoir aux multinationales ?».

LIÈGE

Se réapproprier l'espace public

Depuis quelques mois l'atelier du Laveu à Liège, organisé avec la maison médicale et le service social du quartier, se réunit autour d'apéros... et réfléchit aux actions qu'il souhaite mettre en place. Très vite ce sont les aspects de la vie de quartier qui ont rassemblé les envies telles que améliorer la propreté, renforcer la sécurité routière des usagers doux, mettre en évidence les parcs et jardins pour les rendre plus attractifs, mettre de la beauté dans le quartier... Une série de projets ont été imaginés qui va de la sensibilisation citoyenne à l'action de désobéissance civile, en passant par l'interpellation politique : Créer un jardin communautaire, rejoindre la dynamique des bacs comestibles, rencontrer la police pour échanger sur les problèmes en termes de sécurité routière, organiser une parade de landaus pour interpeller les conducteurs... Mais ce qu'il nous paraissait essentiel de faire avant toute chose, c'est de rencontrer les acteurs de terrain déjà actifs dans le quartier. Le collectif durable d'aménagement du jardin Firket qui travaille depuis plusieurs années déjà au réaménage-



ment du parc en collaboration avec la ville ; le groupe mobilité du comité de parents de l'école du Laveu qui travaille essentiellement sur la sécurité routière. Ce groupe a notamment mené des actions de désobéissance civile en dessinant des petits pas d'enfants sur les rues et trottoirs en face de l'école. Il a également mené un travail de fond actuellement en négociation avec la ville de Liège en vue d'améliorer la sécurité routière. L'atelier du Laveu va se joindre à ces efforts. Il a organisé tout récemment sa première marche exploratoire pour faire part de ses propres observations. Il décidera ensuite en concertation avec les autres acteurs du quartier des actions les plus pertinentes à mener.

ANDERLECHT

Une « Tables d'autres » avec des sans abris

Tous les derniers vendredis du mois, le groupe local d'Anderlecht s'organise avec l'association DoucheFLUX et ses bénéficiaires pour récolter et cuisiner les invendus du marché de Molenbeek. DoucheFLUX est une ASBL qui propose différents services pour les personnes sans abri de Bruxelles, dont un service de douches, et dont l'objectif est de permettre la sortie de rue. En février, nous avons cuisiné pour près d'une cinquantaine de personnes, et avons pu avoir de très intéressantes discussions au détour d'un bol de soupe. Convivialité, partage, rencontres sont au cœur de ce moment. À travers ces moments de socialisation intense, nous espérons lutter contre les stéréotypes et permettre à des personnes qui ne se rencontreraient pas autrement, de partager un petit moment convivial.



LIÈGE

Une vie à découvert

Personne n'est à l'abri d'un imprévu capable de faire basculer sa situation financière dans une spirale d'endettement. L'année 2017 dénombrait 14.442 personnes en règlement collectif de dettes. Le MidiCiné du 21 février abordait la question. Réalisé par la plateforme « Journée sans crédit », le documentaire « Une vie à découvert » partage des témoignages de personnes sur l'endettement lié au crédit et sur leur volonté de retrouver une vie digne. On y décèle les causes du surendettement et le fonctionnement des services qui mettent



tout en œuvre pour rétablir une situation financière acceptable. C'est aussi un œil critique porté sur la société de consommation incitant toujours plus à la tentation de l'achat facile. Fabienne Jamaigne, coordinatrice du GILS (Groupement d'Initiative pour la Lutte contre le Surendettement), rappelle que dans une société où l'argent est central, il y a finalement peu de lieux pour en parler. Ainsi, alors que la précarité augmente, une éducation à la gestion du budget peine encore à se mettre en place. Les données chiffrées en matière de surendettement sont finalement peu représentatives de la réalité. Dans les faits, bien plus de personnes peinent à boucler les fins de mois. Face aux difficultés financières et lorsqu'on se retrouve dans l'impossibilité de rembourser, deux procédures sont envisageables :

- la médiation de dettes, qui permet d'élaborer votre budget et de calculer le solde disponible pour rembourser tout en continuant à mener une vie digne. Le médiateur élabore alors un plan de paiement et contacte le créancier. Il arrive que le créancier abandonne les poursuites ou en cas de désaccord, le plan de paiement peut être revu ou une saisie peut être effectuée.
- le règlement collectif de dettes est semblable à la médiation mais est une procédure judiciaire prévue par le législateur fédéral.

NISMES

Atelier Question Logement

Le 20 février, une trentaine de personnes ont participé à notre Atelier Question Logement à Nismes (Viroinval). Le public était au rendez-vous ! Il faut dire que le sujet de cette séance concernait les enjeux de l'habitat permanent. Oui, mais c'est quoi l'habitat permanent ? Une définition brute de décoffrage de l'habitat permanent serait de le décrire comme le fait de résider toute l'année dans des lieux prévus pour un séjour temporaire. Par exemple, habiter en caravane ou en chalet, au lieu de n'y aller



que pendant les périodes de congé... Ce phénomène sur la province de Namur concerne des milliers de personnes... et est bien souvent une alternative pour se loger « dignement ». David Praile (coordinateur du Rassemblement Wallon du Droit à l'Habitat) a mis en perspective les enjeux et futurs enjeux. Bien entendu, les débats furent animés et passionnants avec les participants. Nous avons déjà prévu de nous revoir dans six mois pour faire le point.

Verviers:

RÉGULARISER C'EST HUMAIN ET JUSTE!

Le 18 décembre 2019, c'était la journée internationale des migrants. Un appel avait été lancé par la Coordination des sans-papiers de Belgique. Dans plusieurs villes de Belgique francophone, simultanément, une action a eu lieu afin d'obtenir une nouvelle campagne de régularisation des personnes sans papiers. Le Collectif de soutien verviétois à la Voix des Sans-Papiers a décidé d'y répondre en interpellant les autorités communales.

Des représentant.e.s et des citoyen.ne.s verviétois.e.s se sont donc rassemblé.e.s sur la Place du Marché à Verviers. Sur les marches de l'escalier menant à l'Hôtel de Ville, illuminé pour les fêtes de fin d'année, ils et elles voulaient rappeler la situation inhumaine qu'endurent les personnes sans papiers de Belgique. Lors d'un atelier en amont, les Equipes Populaires de Verviers avaient préparé des emballages cadeaux colorés. Elles y avaient accroché un ruban avec le slogan : « Régulariser c'est humain et juste » et personnalisé leurs paquets-cadeaux en y écrivant des témoignages recueillis lors de l'atelier (voir encadré). Plusieurs personnes ont lu leur témoignage à voix haute sur les marches de l'Hôtel de Ville, pour les citoyen.ne.s venu.e.s les soutenir. La presse locale, présente à l'événement, a pu aussi les entendre.

Une parole portée par les sans-papiers et le collectif de soutien a pris le relais de ces témoignages personnels pour demander aux représentants politiques verviétois d'intervenir à un échelon supérieur. Le collectif avait déjà souvent interpellé les autorités communales pour des problèmes de logement, d'octroi de l'aide médicale urgente ou de rapports avec la police. En effet, depuis la fermeture des anciens bâtiments de la Mutualité chrétienne qui abritait une vingtaine de personnes, les sans-papiers de Verviers sont retombés dans une grande précarité de logement. Dès la fin de l'occupation du bâtiment en septembre, le Collectif de soutien avait donc interpellé la Ville pour obtenir des nouvelles solutions d'hébergement à l'approche de la saison hivernale! A ce jour, notons que cette interpellation est demeurée sans suite...

Des revendications claires et partagées

Revenons à ce 18 décembre... Il s'agissait à travers cette action de rappeler la parole pré-électorale de la majorité des partis politiques francophones consultés par la coordination nationale des Sans-Papiers et les associations sur base des « cinq revendications autour du combat des sans-papiers » :

- 1. La dépénalisation du séjour irrégulier ;
- 2. La régularisation des sans-papiers qui se trouvent en Belgique grâce à l'inscription dans la loi de critères clairs

et permanents de régularisation¹;

- 3. Un élargissement conséquent des voies d'accès au séjour légal en Belgique ;
- 4. La fin du critère du Règlement de Dublin III obligeant le premier pays européen par lequel le migrant arrive à traiter la demande de protection internationale de ce dernier;
- 5. La fermeture des centres fermés et l'arrêt des expulsions. Un courrier déposé en fin d'action dans la boîte aux lettres de l'Hôtel de Ville demandait que le sujet s'impose maintenant dans les négociations gouvernementales. La Ville de Verviers était ainsi appelée à s'engager aux côtés des sans-papiers et du Collectif de soutien pour réclamer une politique juste concernant la reconnaissance des personnes sans papiers.

Et demain?

Récemment, la proposition évoquée dans les négociations de formation du gouvernement, d'une régularisation par le travail pour les métiers en pénurie a donné une lueur d'espoir². C'est un premier pas, en effet, mais largement insuffisant selon le Collectif verviétois de soutien. Il demande aujourd'hui une large régularisation de tous les sans-papiers vivant sur le territoire belge. Le Collectif invite ainsi à mettre la pression pour obtenir une campagne de régularisation sur des critères clairs appliqués par une commission permanente et indépen-



dante de l'Office des Etrangers.

Cette action du 18 décembre a porté des fruits : tout d'abord à Liège puisque la Ville a adopté une motion en faveur de la régularisation le 3 février 2020. Cette prise de position et l'engagement ont inspiré dans la foulée l'opposition verviétoise. La motion a ainsi été votée à Verviers par une majorité alternative composée par le PS, le CDH, Ecolo et le PTB³ ce 10 février 2020. Ce texte prône la régularisation des sans-papiers sur base de critères clairs et mise en œuvre par une commission permanente indépendante de l'Office des Etrangers. Une régularisation qui ne soit plus comme maintenant octroyée au compte-gouttes, de manière exceptionnelle et discrétionnaire, mais qui concerne tous ceux et celles qui seraient en danger si on les renvoyait dans leurs pays, qui sont engagé.e.s ici socialement et culturellement, qui ont suivi des formations ou qui travaillent, qui sont impliqué.e.s dans les associations, dont les enfants fréquentent nos écoles, etc. Ces critères doivent être inscrits dans la loi afin d'assurer un traitement juste et uniforme des demandes. La motion prône une commission indépendante qui examine les régularisations et non plus un examen dépendant du secrétaire d'état à l'asile et la migration et de l'Office des Etrangers. Le texte prône une commission permanente garantie sur du long terme, indépendante des changements de gouvernements, qui permettrait à toute personne répondant aux critères définis d'accéder à la régularisation.

L'action du 18 décembre, conjointe à plusieurs villes francophones, est enfin le reflet d'une remobilisation significative de la Plateforme de concertation pour la régularisation qui poursuit activement son travail. Le combat se poursuit. Cependant, les indispensables mesures de confinement ne permettent pas d'organiser des actions dont la manifestation nationale pour la régularisation des sans-papiers qui était prévue le dimanche 19 avril. Les sans-papiers figurent aussi dans les « oubliés des réponses sanitaires » au coronavirus, vivant le plus souvent dans des conditions extrêmement précaires. La volonté de sensibiliser la population et de l'impliquer, à Verviers et ailleurs reste, plus que jamais, d'actualité.

Marie-Laure Vrancken





« Mon enfant au téléphone... ce n'est pas suffisant. Il me demande : Maman, je veux venir vivre avec toi et je ne peux pas dire 'Viens'» (Grâce)

« Dans mon pays, il n'y a pas de démocratie, pas de droits de l'homme, je me suis senti en danger pour mes idées » (Reda)

« Etre sans papiers m'oblige à vivre sans mon enfant. Mon enfant a une place pour dormir, mais qui va lui parler, l'écouter, le soigner ? » (Nanena)

« On se sent bloqué même dans nos pensées. On se sent devenir fou. Ce n'est pas comme ça que j'imaginais l'Europe... Je pensais que c'était le paradis, mais ... sans papiers, c'est le contraire. Ma déception est grande » (Fode)

« Je pensais être délivré mais je suis tombé dans un piège, comme un oiseau dans une cage » (Ali)

« Je suis partie à cause de l'injustice, de l'absence de droits. Et ici ?... » (Ségolène)

- 1. Les 5 critères partagés par les collectifs de sans-papiers et les associations sont : 1. Toutes les personnes ayant eu une procédure longue.
 - 2. Quand il y a une impossibilité de retour (par exemple danger)
 - 3. Pour les personnes souffrant de maladies graves ou de handicap
 - 4. Quand il y a des attaches sociales ou des circonstances humanitaires
 - Les personnes ayant développé un projet de contribution socio-économique.
- 2. Allusion ici à la note de Paul Magnette... mais cette proposition était rejetée par plusieurs partis dont le MR.
- 3. Le PS est le seul parti de la majorité a l'avoir votée. ECOLO, le PTB et le CDH sont dans l'opposition. Les 2 autres partis de la majorité (Verviers Autrement et MR) n'ont pas voté en sa faveur.

EN REGION -----

Charleroi : Pression inacceptable sur les bénéficiaires de la GRAPA

Depuis le 1er juillet dernier, les bénéficiaires de la GRAPA sont soumis à une nouvelle forme de contrôle à domicile, une mission qui est désormais attribuée aux facteurs.

Une situation qui a scandalisé plusieurs membres de la régionale des EP de Charleroi-Thuin, qui a décidé de s'emparer de la question.



La Grapa (garantie de revenus aux personnes âgées) est une allocation payée tous les mois aux personnes âgées qui n'ont pas de ressources financières suffisantes. La Grapa est payée par le Service Fédéral Pensions (SFP). Le but est que la personne bénéficie d'un minimum de revenus.

Pour en bénéficier, il faut résider en Belgique. Les montants maximums attribuables sont de 754,52 euros pour une personne qui partage sa résidence principale avec d'autres et de 1.131,78 euros pour une personne isolée. Parfois, la Grapa est juste un supplément attribué pour compléter un montant de pension insuffisant.

Vos droits à la Grapa sont également examinés automatiquement lors d'une demande de pension à 65 ans. Une **enquête sur vos ressources** sera effectuée. On tiendra compte de votre pension (à concurrence du montant effectivement payé) et de vos autres moyens d'existence. Si vous cohabitez avec une ou plusieurs personnes, leurs revenus sont également pris en compte. En 2018, 104.265

personnes (dont 68.107 femmes) bénéficiaient de cette garantie de revenu.

Précision importante : la personne a l'obligation de résider en Belgique et doit accepter de se soumettre à des contrôles de présence.

Un changement de procédure qui interpelle

Jusqu'au 1^{er} juillet 2019, un certificat de résidence était déposé dans la boite aux lettres. La personne avait un délai pour le faire remplir par la commune et le renvoyer.

Dorénavant, c'est le facteur qui se présente au domicile du bénéficiaire pour effectuer un contrôle de présence. En cas d'absence, il repassera encore à deux reprises durant les 21 jours suivants. Si la personne ne se présente pas à la porte lors d'une de ces trois visites, le facteur laisse un certificat de résidence accompagné d'une lettre. Le bénéficiaire aura cinq jours ouvrables pour faire remplir le certificat par la

commune et le renvoyer au SPF Pensions.

Mais la réforme a introduit d'autres modifications, comme le signalement préalable au SPF Pensions d'une absence du domicile de plus de 21 jours consécutifs, pour les séjours hors du pays. Si le bénéficiaire omet de signaler son absence et qu'il est contrôlé, il perdra la Grapa pour une durée d'un mois. Et les personnes de plus de 80 ans ne sont plus exemptées de ce contrôle.

En quatre mois, 50.000 contrôles et près de 2.000 pensionnés ont été exclus ou suspendus de la Grapa. Nous avons le sentiment que l'objectif du ministre est surtout de faire des économies sur le dos des plus faibles et des plus âgés!

De nouveau, sous prétexte de quelques abus, on met en place une procédure de contrôle qui freine la liberté des personnes qui n'osent plus sortir de chez elles par crainte de rater le facteur. Le rôle de celui-ci pose également question! Souvenez-vous du rôle social que le facteur avait par le passé? Est-ce normal que ce genre de contrôle se fasse par le facteur? Comment vivent-ils cela? Et une fois de plus, on met le focus sur la fraude sociale, alors que la fraude fiscale n'est quasi pas sanctionnée et qu'elle pourrait rapporter beaucoup plus...

Les syndicats et l'associatif réagissent

De nombreuses plaintes ont été adressées au SFP, des plaintes venant de bénéficiaires mais aussi du *Gang des vieux en colère*, et du Conseil consultatif fédéral des aînés. Des témoignages nous parviennent, au sein de nos groupes et d'ailleurs... Une personne a été sanctionnée parce que sa carte d'identité était périmée et qu'elle n'a pas eu le temps de se mettre en ordre dans les 5 jours. De plus, le facteur n'est venu qu'une fois... Suspension durant deux mois car on la soupçonne d'être partie à l'étranger alors que le couple ne sort pas de son appartement pour cause d'invalidité...

Le 17 décembre dernier, nous avons organisé une équipe régionale élargie sur cette question. Les seniors de la CSC ont lancé une pétition. Le *Gang des vieux en colère* a fait une action le 17 février dernier en partenariat avec le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et la Ligue des droits Humains. Une lettre de protestation demandant la suppression de cette mesure a été remise au ministre des Pensions.

L'équipe régionale va continuer à se tenir au courant de l'évolution de ce dossier brûlant et scandaleux!

Isabelle Goffinet, décembre 2019

UNE DEMI-VICTOIRE

« Les facteurs ne peuvent pas contrôler les bénéficiaires de la GRAPA », a déclaré l'Autorité de protection des données (APD) dans son avis rendu le 17 janvier dernier. C'est une victoire pour les nombreux détracteurs, tant politiques qu'issus du monde associatif, du contrôle domiciliaire des seniors bénéficiant de la Garantie de revenus aux personnes âgées (Grapa) par les facteurs.¹

Cet avis n'est cependant pas suspensif, ce qui signifie que les contrôles peuvent continuer pour l'instant. Selon la Ligue des Droits humains (LDH), s'opposant à l'utilisation des facteurs pour le contrôle des seniors bénéficiaires et qui se «réjouit» de l'avis de l'APD, la décision de poursuivre ou pas la collaboration avec bpost est désormais entre les mains du ministre des Pensions, le libéral Daniel Bacquelaine.

De nombreuses associations et députés fédéraux (socialistes, écologistes, sociaux-chrétiens) s'étaient élevés contre l'utilisation des facteurs pour contrôler les bénéficiaires de la Grapa. «Après une première réforme de la Grapa annulée par le Cour constitutionnelle en janvier 2019, c'est un nouveau rappel à l'ordre pour le gouvernement. Cet avis est à saluer. Plutôt que de confier des missions de police aux facteurs, plutôt que de stigmatiser les bénéficiaires de la Grapa, on attend de ce gouvernement qu'il remette l'humain au centre des réformes et des enjeux», commente Jean-Marc Delizée. «Il faut un moratoire sur la procédure de contrôle par les facteurs et repenser complètement le contrôle des bénéficiaires de la Grapa, qui doit se faire sans les facteurs», déclare Gilles Vanden Burre, député Ecolo.

Une mobilisation de la Ligue des droits humains, des mutuelles, des syndicats ou encore du *Gang des Vieux en co-lère* a été organisée le 17 février dernier devant le cabinet du ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine. Ils voulaient dénoncer les nouvelles procédures de contrôle de la GRA-PA par les facteurs et faire pression sur le gouvernement pour qu'il suive l'avis de l'Autorité de protection des données.

« C'est vraiment une double peine, un bracelet électronique au pied de ceux qui vivent chichement dans la dernière partie de leur vie -parce que 1.115 euros par mois, c'est vivre chichement. Ils devraient pouvoir vivre d'une manière décente et tranquille, sans être stressés en se disant : 'Est-ce que le facteur va passer, ne va pas passer ?' C'est une honte parfaite et nous sommes opposés à tout contrôle des vieux», a dénoncé Michel Huisman, porte-parole du Gang des vieux en colère au micro de la RTBF.

⁽¹⁾ https://www.lalibre.be/belgique/societe/l-autorite-de-protection-des-donnees-recale-le-controle-des-beneficiaires-de-la-grapa-par-les-facteurs-5e311fed-d8ad586cd5b861e4

Sablière d'Arlon : UNE NOUVELLE ZONE À DÉFENDRE (ZAD)

A côté d'Arlon, un site « de grand intérêt biologique » est menacé par un projet de zoning pour PME. Depuis octobre 2019, des citoyens se mobilisent pour empêcher ce projet en occupant le lieu et en sensibilisant la population. Les Equipes Populaires de la province du Luxembourg prennent part à l'action.

L'ancienne sablière de Schoppach, située en périphérie de la ville d'Arlon, est répertoriée comme "site de grand intérêt biologique" par la Région Wallonne en raison des nombreuses espèces qui y ont trouvé refuge, dont deux espèces de papillons menacées et plusieurs plantes protégées; ou qui pourraient y retrouver refuge, telle l'hirondelle des rivages et le triton crêté. Elle constitue également une zone tampon entre l'autoroute et le quartier d'habitations de Schoppach. Malgré cela, la Sablière est menacée de bétonisation par un projet de zoning pour PME comprenant bureaux et parkings, depuis son rachat auprès de la commune par l'intercommunale IDELUX-AIVE. (https://zabliere.noblogs.org/).

Des citoyens ont donc décidé d'investir et d'occuper les lieux depuis le 26 octobre 2019 en mettant en avant la symbolique d'un modèle économique, social, écologique dont ils ne veulent pas. Comment transformer, bousculer notre société ? À travers cette occupation, les militants luttent pour

Des enjeux qui dépassent l'avenir du site de la Sablière

« C'est à une confrontation entre deux mondes à laquelle nous assistons. L'ancien qui promeut un développement qui passe par la tronçonneuse, les tractopelles et l'artificialisation des sols (créant ainsi de nouvelles espèces menacées) avec des mesurettes pour protéger les espèces en voie de disparition ; qui craint de voir les occupations se multiplier face au désastre écologique ; et dont les promoteurs ne subiront pas les conséquences de leurs décisions dans 30 ans.

Le nouveau monde, lui, a entendu et pris au sérieux les multiples alertes lancées par les scientifiques du monde entier sur l'urgence de la prise de mesures radicales, maintenant, pour sauver le vivant sur la planète. En ce sens, vous avez raison, nous sommes radicaux/radicales. Nous ne pensons plus en termes de légalité mais en termes de légitimité. »

Extrait de la carte blanche du Vif l'Express, 15/12/2019

la sauvegarde de la biodiversité, l'arrêt de la bétonisation des sols et l'accaparement des terres à des fins privées. En tant que mouvement d'éducation permanente, nous avons été interpellés par certains d'entre eux : quelle est notre position, quels enjeux pouvons-nous soutenir, quelle mobilisation est envisageable, quelles sont les attentes ? En effet, ce dossier est au croisement de nombreux enjeux fondamentaux : développement socio-économique, aménagement du territoire, biodiversité, cohésion sociale, mobilité, etc.

Nous sommes face à un modèle de société branché sur le capital, le profit comme méthode pour apporter des solutions à l'emploi, la paupérisation, le développement de l'humain... Bref développer l'activité économique pour faire évoluer la société. Il est vrai que la concurrence avec notre pays voisin (le Luxembourg) aide à promouvoir cette pensée. De l'autre côté, il y a l'espoir de remettre au centre les gens et leurs besoins en harmonie avec le respect de la nature et de la planète. Sauver le vivant. Nous abordons régulièrement ces questions dans notre mouvement ; la place de l'humain, le respect de la nature, la société de consommation, la remise en cause du système capitaliste...

C'était pour nous primordial de se pencher sur ces ques-



Paul Blanjean, notre président, bien installé dans la ZAD...



tions; il nous semblait essentiel d'entendre la lutte de ces citoyens «zadistes». Un groupe de travail s'est donc constitué avec l'ensemble du MOC Luxembourg et une première soirée a eu lieu à Arlon, rassemblant plus de 150 participants curieux des enjeux que pouvait soulever la ZAD. Cette première rencontre a eu lieu en présence de Claude Feltz, Professeur honoraire d'Aménagement du Territoire, un représentant de la Division de la Nature et des Forêts, un zadiste, ainsi que Romain Gelin, Chercheur au Groupe de Recherche pour une Stratégie Économique Alternative (GRESEA). Le débat de cette table ronde n'a malheureusement pas permis de prendre de la hauteur, de sortir du clivage entre "deux positions", "deux mondes", "deux manières d'envisager le développement de la société". Nous devions aller plus loin et approfondir les questions soulevées.

A l'initiative des Acteurs du temps présent, nous avons installé un BRI-CO (Bureau de recherche et d'investigations des communs). L'idée, c'est d'ouvrir un local (temporaire) au centre d'Arlon où les gens peuvent venir débattre de nombreux sujets.

Durant trois week-ends en mars, nous nous sommes réunis de tous horizons. Ce fut une occasion de tisser des liens entre nous, de confronter les arguments, de débattre, d'apporter des pistes de réflexion avec différents partenaires. Quelle société voulons-nous pour demain? Le contenu des trois WE était varié. Débats mouvants, chants, visite de la ZAD, vidéo-conférence, films... Bref, des moyens d'expressions et d'interpellation pour tous. Le coronavirus aura hélas eu raison de nos recherches d'alternative. Lors du dimanche de la grève des femmes du 8 mars (nous y étions), nous sommes passés avec le cortège devant le local pour marquer notre solidarité dans les différentes formes de luttes. De plus, des Zadistes et le Collectif des femmes qui l'ouvrent (CFO) nous accompagnaient dans la marche.

La veille, nous avons organisé un débat sur "Non au capitalisme, mais après..." avec comme principal intervenant Paul Blanjean qui a apporté sa contribution au débat (Voir

résumé de son intervention en page 12). Ce jour-là, nous avons eu l'occasion de nous rendre sur place à la ZAD pour mesurer les différentes luttes et revendications. Un projet d'histoire digitale était prévu fin mars mais au vu du contexte actuel, il est reporté. L'ensemble des interventions et débats ont été minutieusement collationnés et feront partie d'un prochain article.

Dominique Verhaeren et Raymond Lepère

Quelques éléments « à chaud » déjà engrangés de cette « aventure »

- Les formes traditionnelles de consultation de la population sont remises en question. La population a l'impression que les projets sont déjà "ficelés" avant d'être présentés et que l'on s'appuie sur des experts « du même bord » pour renforcer les projets. La technique du fait accompli. Le sentiment général d'être dans un univers de dépossession créé par la société.
- Ce déficit de démocratie est une mise en garde pour l'avenir. Ne va-t-on pas vers une radicalisation des luttes ?
- Comment toucher d'autres citoyens ? Ne pourrions-nous pas envisager d'autres formes de participation, comme par exemple la réalisation de projets au départ des gens et avec les gens ? Envisager également d'ouvrir des espaces citoyens de réparations communes (types BRI-CO) en mesurant les attentes de chacun.
- Remettre l'humain au centre des débats en lien avec le vivant de notre planète.
- La nature et son respect sont déjà bien présents dans l'esprit collectif, mais les projets ne prennent pas encore assez en compte cet aspect.
- Une alternative à notre mode d'organisation de la société ? Tout est à construire, c'est certainement cela qui peut faire peur.

ANAIYSE

Sortir du capitalisme... Doux rêve ou nécessité?

A l'occasion des actions et activités menées dans le cadre de la ZAD¹ d'Arlon, les Equipes Populaires de la Province du Luxembourg, actives dans les actions menées, m'avaient demandé d'introduire une réflexion sur le thème du capitalisme. Le présent article s'inspire de cette intervention.



Chaque jour, à travers la planète, des millions de personnes organisent des résistances et des alternatives. Ces combats prennent des formes diverses autour de nombreuses questions sociales, économiques et politiques, très souvent en opposition à la vision capitaliste de ces questions. Ils sont menés par les activistes pour le climat, des collectifs féministes, des syndicalistes, des mouvements paysans,...

Toutes ces luttes cherchent à faire reculer les inégalités, les injustices et les dominations. Parfois elles sont spontanées, parfois elles sont l'aboutissement d'un processus d'analyse. Elles peuvent être ponctuelles ou s'inscrire dans un processus long, porteur d'un projet alternatif et anticapitaliste. Une vision globale et transversale nous fait dire que les processus de changement ne peuvent s'ancrer dans le long terme qu'à condition d'une sortie de la triple domination mise en avant par des mouvements féministes : le

patriarcat, le capitalisme et le racisme. Aujourd'hui, comme hier, les luttes sont éclatées et leurs convergences sont le plus souvent ponctuelles. Certes, on a vu des millions de salariés grévistes en même temps que les manifestations étudiantes, en France, en mai 68. Ou des gilets jaunes participer à des manifestations pour le climat. Mais il n'existe pas un mouvement global permanent qui mobilise pour un changement intersectoriel et planétaire.

Ce qui ne discrédite en rien les nombreuses luttes et les mouvements qui les portent... celle des travailleuses et travailleurs qui s'opposent à une délocalisation, celle de paysans luttant pour leur terre et une juste rémunération de leur travail, celle des femmes en faveur d'une égalité réelle ou contre les reculs en matière de droit à l'avortement. Sortir du capitalisme ne peut se faire qu'en croisant toutes ces luttes et en imaginant des modèles alternatifs de société



LES LEÇONS DU CORONAVIRUS, SELON PABLO SERVIGNE

La raréfaction des matières premières et des ressources énergétiques ainsi que les limites de l'économie mondialisée participent à son affaiblissement. L'épisode sanitaire du coronavirus et de l'absence de matériel médical (masques,...) pour faire face aux urgences sanitaires illustre aussi les limites de la mondialisation et a provoqué d'indispensables relocalisations. Il a aussi mis en avant le rôle essentiel d'un secteur public dont la performance ne se mesure pas aux critères du marché. Dans une interview récente, Paolo SERVIGNE² indique que l'on saura plus tard si la crise du coronavirus a provoqué un effondrement, une rupture irréversible, car indique-t-il, le capitalisme s'est toujours nourri des chocs. Mais, précise-t-il à côté du risque identitaire et autoritaire, cela peut aussi permettre de (re)venir à un local autogéré et démocratique.

non seulement autour de la question de la propriété des moyens de production mais aussi en opposition à toutes les formes de dominations.

Le capitalisme, un pouvoir illégitime

Nous entendons souvent « On vit en démocratie... on ne le croirait pas ». Les pouvoirs qui ont la légitimité de fixer les règles communes, de mettre en place les moyens, de les appliquer et de trancher les différends ne sont-ils pas ceux qui caractérisent les régimes démocratiques : le législatif, l'exécutif et le judiciaire ? Pourtant, dans ce que nous appelons la vie de tous les jours, nous sommes confrontés à des décisions importantes prises par les milieux économiques (banques, entreprises) qui influencent directement le vécu individuel et collectif.

Dans une culture de la concertation, le terme « lutte des classes » apparait comme un « gros mot ». Cependant, dans le quotidien, de par les oppressions et inégalités qu'elles entrainent, le patronat et le monde financier la pratiquent au quotidien avec des attaques contre les salaires, les conditions de travail et l'emploi. Il faut aussi regarder cela en sortant d'un autocentrage belgo-belge ou européen et intégrer la dimension internationale. Dans de nombreux pays de la planète, il n'existe aucune modalité de régulation de l'économie et le capitalisme est tout-puissant. Il serait naïf d'imaginer les choses sous un angle bipolaire comme si tout se résumait à un combat de boxe entre deux adversaires clairement identifiés.

De plus, à l'intérieur de chacune des classes il y a des tensions, des divergences de positions et d'intérêts. Ces divisions peuvent aussi être renforcées sur le plan international, où des jeux d'alliances interclassistes participent à une opposition entre pays plutôt qu'entre classes. Ces tensions et divisions sont des facteurs d'accroissement des domina-

tions et des inégalités, d'autant que les Etats ne jouent pas nécessairement le rôle de régulateur et participent aussi, par des mesures fiscales, économiques, monétaires et sociales à ce jeu.

Mais ce processus pourra-t-il encore durer longtemps ? En exploitant au maximum les travailleuses et travailleurs et en pillant les ressources énergétiques et naturelles nécessaires à son fonctionnement, le capitalisme scie-t-il la branche sur laquelle il s'assied pour dominer le monde ?

Capitalisme industriel et capitalisme financier

Le capitalisme d'aujourd'hui est bien loin de celui du XIXème siècle. Sa concentration et son internationalisation en représentent des aspects importants qui pourraient laisser à penser qu'il est, plus que jamais, dominateur et triomphant. La financiarisation du capital est sans doute une évolution importante qui l'entraine hors du sillon de « l'économie réelle » et peut à la fois le renforcer et l'affaiblir. Le renforcer car le capitalisme peut ainsi dominer l'ensemble de l'économie et de la finance. Mais il ne peut se contenter des jeux de bourses et de marchés loin de « l'économie réelle ». Les dernières crises ont été essentiellement financières ou liées à des bulles spéculatives avec des risques d'écroulement du système bancaire lors de celle de 2008. Et ce sont les Etats qui ont sauvé les banques...

Le capitalisme... et puis après ?

Face au capitalisme global ou face à des aspects spécifiques, de nombreux groupes sociaux luttent au quotidien. Ces combats, souvent segmentés de façon territoriale et catégorielle provoquent des brèches. Mais beaucoup échouent ou sont réprimés de façon parfois brutale. Ces luttes ne sont pas les seules à provoquer des brèches dans le système capitaliste, dont de nombreux auteurs prévoient la fin à cause, entre autres, de son incapacité à assurer l'accumulation nécessaire à sa survie.

Un peu partout se développent des initiatives à caractère économique qui sortent de la logique marchande de l'économie capitaliste. Un modèle alternatif visible est sans doute celui de l'alimentation et de la consommation au quotidien au travers de groupements d'achats. Mais des alternatives se développent dans de nombreux autres secteurs.

Je voudrais ici poser deux questions majeures à ces initiatives, dans une perspective de sortie du capitalisme. La première est celle des publics réunis au sein de ces projets. Quelle est la place laissée et prise par les personnes et groupes au capital social, culturel ou économique plus bas ? La deuxième est de voir si ces projets dépassent un « entre nous » aussi convivial soit-il pour converger ou du moins participer à un mouvement plus vaste qui remet en cause le capitalisme. Les initiatives évoquées ci-dessus sont des versions occidentales d'alternatives. Dans les

pays du sud se développent aussi des projets coopératifs, même si leurs missions s'inscrivent parfois dans la survie dans des contrées ou le salariat peut, paradoxalement, apparaitre comme une avancée quand le travail informel sans la moindre protection sociale est la norme. Il faut éviter un impérialisme culturel occidental de gauche qui penserait que le seul chemin du changement est celui que les mouvements sociaux de nos contrées peuvent imaginer. Si l'alternative est internationale et internationaliste, elle doit être en capacité d'intégrer les différences majeures qui existent entre les situations, les dominations, les formes de résistance de l'ensemble de la planète et imaginer des changements qui ont un sens du plan local à l'international. Penser globalement, agir localement était un des slogans majeurs des forums sociaux mondiaux. C'est une condition essentielle. Il n'y a pas de sortie du capitalisme et de l'exploitation si la solidarité internationale n'existe pas. Cela signifie de nombreux aspects dont le juste prix des matières premières et de l'énergie dans les échanges internationaux même si ceux-ci sont pensés et pratiqués entre des économies relocalisées afin de satisfaire prioritairement les besoins des populations.

La relocalisation, c'est aussi tendre vers une autosuffisance et peut-être prioritairement alimentaire dans les pays du sud qui, aujourd'hui, vivent le paradoxe d'une large production de produits agricoles majoritairement destinés à l'exportation. La relocalisation ne signifie pas l'autarcie et ne supprime ni les spécificités ni les échanges mais donne à ceux-ci des bases plus justes, plus solidaires et plus écologiques. Plus écologiques car le futur de l'économie mais aussi de l'humanité ne peuvent s'envisager sans une véritable prise en compte des dimensions humaines et environnementales. Cela nécessite de renverser les trois dominations évoquées, car il faut aussi briser le patriarcat et le racisme et assurer une véritable politique égalitaire.

Le capitalisme a dans ses carburants la croissance. Cette croissance porte en elle les éléments du pillage de la planète et l'accroissement des inégalités. Elle est pourtant présentée comme indispensable au progrès et même à la capacité redistributive. Elle constitue pourtant une impasse écologique, économique et sociale. La décroissance est donc essentielle mais elle ne peut se faire sans interroger le modèle de répartition des richesses. Le capitalisme vert est une illusion et il ne change rien de façon fondamentale. Il constitue une forme de caution morale à un modèle qui n'a rien de vertueux. Il faut donc instaurer une décroissance délibérée collectivement, accompagnée et planifiée intégrant des mesures sociales et évitant la dualisation. La décroissance doit pouvoir se coupler à la relocalisation des activités et à la sortie de la logique de profit.

Un autre modèle ne tombera pas du ciel. Si le capitalisme n'est pas vaincu par les luttes dont nous avons aussi montré les limites contemporaines, il s'écroulera parce qu'il sera « en fin de cycle ». Sans briser les mécanismes de domination, il peut aussi accoucher d'un monstre. Ce monstre, même s'il doit intégrer de nouvelles contraintes dont la finitude des ressources peut être profondément inégalitaire et totalement antidémocratique.

Alors on change...

Il n'y a pas de solution miracle. Mais il semble évident quand sans luttes et sans la conjonction entre elles, il ne faut pas espérer « en sortir par le haut ». Il faut, bien entendu, comme le dit Olivier Bonfond tuer TINA³. Cela demande aussi un combat culturel qui déshabille les anciennes logiques et permet de faire éclore de nouvelles. La conjonction des luttes c'est, à la fois, jouer sur la complémentarité des niveaux (du local au mondial) et la dimension intersectorielle des combats.

Il est sans doute bien difficile d'avoir des certitudes quant à l'avenir du capitalisme et sur le scénario de la sortie du modèle. Mais il importe, déjà aujourd'hui, d'imaginer la construction d'un demain solidaire qui sera nécessairement à réinventer tous les jours afin de prévenir les dérives, d'arbitrer de façon juste les intérêts divergents et de réinventer la solidarité et la démocratie.

Paul Blanjean

POUR POURSUIVRE LA RÉFLEXION...

Voici une petite bibliographie (les livres qui m'ont inspiré pour mon intervention à la ZAD et cet article)... il en existe, bien entendu, bien d'autres...

- Susan GEORGE, Les usurpateurs comment les entreprises transnationales prennent le pouvoir, Seuil, 2014
- Thomas PIKETTY, Le capital au XXIème siècle, Les Livres du nouveau monde, Seuil, 2013
- François RUFFIN, Il est où le bonheur, Les Liens qui libèrent, 2019
- Jean ZIEGLER, Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, Fayard, 2002
- Romain GELIN, Des limites de la transition : pour une décroissance délibérée, Couleur Livres, 2019
- Guillaume LOHEST, Entre démocratie et populisme, dix façons de jouer avec le feu, Couleur Livres, 2019
- Olivier BONFOND, Il faut tuer TINA, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le Monde, Editions du Cerisier, 2017
- Bruno PONCELET, Europe Une biographie non autorisée De la paix américaine à la civilisation poubelle, Editions Aden, 2014

^{1.} Voir article pages 10-11

^{2.} Paolo SERVIGNE : Et si le Monde devait s'effondrer pour renaitre meilleur - 2020

^{3.} TINA: There Is No Alternative - Célèbre expression de Margaret Thatcher. Voir aussi: Olivier BONFOND, Il faut tuer TINA, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le Monde - Edition du Cerisier - 2017

Vous ne l'avez PAS fait...

Le 15 mars, tout s'est brusquement arrêté...

Aux Equipes, ce sont des centaines d'heures d'activités d'éducation permanente que les mesures de confinement ont mises en stand by, voire ont été purement et simplement annulées. Toutes les réunions des groupes locaux, toutes les activités régionales, les formations, les projets de terrain ou de partenariat ont été mis à l'arrêt! Partout, d'autres façons de rester en contact et de maintenir les solidarités se mettent en place: aides de première ligne, télétravail, réunions virtuelles... Mais ce qu'on appelle le « présentiel », lui, est en arrêt forcé.

Petit tour d'horizon choisi de ce qui aurait dû nous arriver.

BRABANT WALLON

« Vivre Debout » plie les genoux

« Vivre Debout », c'est un festival du film citoyen, qui a



lieu annuellement au foyer culturel de Perwez. Les EP en sont partenaires. Il devait se tenir du 12 au 15 mars et mettre à l'honneur de nombreux films sociaux et de nombreuses animations d'échanges et de débats. Ce sera pour l'année prochaine...

BRUXELLES

Le combat « loyers » autrement...

Pendant le confinement, les Assemblées locataires sont forcément elles aussi à l'arrêt. Organisées mensuellement à Bruxelles-ville mais aussi à Stockel, elles permettent de coordonner les actions de grève de loyers, de récolter les problèmes et d'envisager les pistes d'action. Forcément le combat doit s'organiser autrement, mais le suivi des enjeux reste bien sur le feu!



CHARLEROI-THUIN

60 ans fêtés quand?

Le 28 mars, l'équipe de Wanfercée-Baulet prévoyait de célébrer des 60 ans en grandes pompes. La pandémie est passée par là... sans toucher les membres du groupe, rassurez-vous, mais en annulant la jolie fête prévue dans son sillage. Comme partout, les convoyeurs attendent. On espère qu'ils pourront remettre le couvert!

HAINAUT CENTRE

Des élections reportées

Prévue le 25 mars, l'Assemblée Régionale a été reportée à une date ultérieure. Elle devait élire le nouveau Comité Régional, pour lequel - excellente nouvelle - il y a foisonnement de candidat.e.s! Devait s'ensuivre une présentation des lignes de force de la Régionale ainsi que du plan de travail prévu en 2020. Ce n'est que partie remise bien entendu!



HAINAUT OCCIDENTAL

Quelles aides au logement?

Locataire, propriétaire... Quelles aides pour mon logement ? Ce devait être le sujet du colloque du 27 mars, organisé par un collectif d'associations - dont les EP-à Mouscron. On y annonçait la présence du Ministre Pierre-Yves Dermagne. Et la journée était censée faire le point sur les aides activables. Ici aussi l'enjeu devrait rebondir après le confinement.

LIÈGE-HUY-WAREMME

Report de l'Assemblée citoyenne

Le 2 avril, les Liégeois avaient prévu de rassembler les troupes dans le cadre de leur 2° Assemblée citoyenne. L'occasion de faire le tour des projets et actions, dans la convivialité, et d'approfondir les horizons de la citoyenneté! Coup du sort que cette pandémie! Ce sera donc pour plus tard mais sans aucun doute pour mieux rebondir!

LUXEMBOURG

Un Bri-Co à compléter

S'il fallait réparer quelque chose, par quoi commencerait-on ? Les EP du Luxembourg ont co-organisé un cycle de 3 week-ends en mars à Arlon. Un « Bri-Co » : Bureau de Recherche et d'Investigation des Communs... autour de la ZAD d'Arlon. Les citoyens étaient invités à échanger sur les sujets qui les touchent et les questions de société soulevées par la « ZAD » (Zone d'action directe). Seul un week-end a pu se tenir. La réflexion pourra-t-elle reprendre ?

VERVIERS

Les colibris restent à Malmedy

Les Colibris, ce nouveau groupe de théâtre-action focalisé sur les questions de logement, avaient prévu de se déplacer à Bruxelles ce 28 mars pour rejoindre les militants du « Housing action day ».



Une grande journée de mobilisation pour le droit au logement y était prévue. Elle a dû déclarer forfait elle aussi! Les Colibris sont restés à Malmedy, mais leur projet, lui, n'est certes pas au frigo!

Namur

Protéger le paillasson du virus!



1er mai, « l'Effet paillasson », la dernière création des « Copeaux d'abord », le groupe de théâtre-action namurois, devait se produire à Spontin. Quand des citoyens refusent que leur paillasson soit imposé et pucé, que se passe-t-il ? Il y est question de pouvoir et de contre-pouvoir, d'inégalités et de résistance... Gageons qu'une fois le confinement terminé, le paillasson tentera aussi d'éloigner les virus !









